

« C'est le flou complet » : le grand blues du bio, privé de subventions

Avec la fonte de l'enveloppe de l'Agence bio destinée à subventionner des projets en 2025, plusieurs agriculteurs ou transformateurs qui comptaient sur ce coup de pouce doivent revoir leurs plans.

Par **Aymeric Renou**, envoyé spécial dans le Rhône

Le 27 juin 2025 à 17h01

P Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



À la laiterie de la Roche, près de Tarare dans le Rhône, c'est l'achat d'un pasteurisateur crucial pour l'activité qui risque d'être reporté, explique Guillaume Dupuis, son responsable. LP/Aymeric Renou

Réagir

Enregistrer

Écouter l'article

00:00/00:00

Le courrier de soutien, reçu ce mardi matin de la part du député de la circonscription, lui donne un peu de baume au cœur. « Je ne sais pas si ça va aider à débloquer la situation, mais ça fait plaisir. » Comme plusieurs centaines de professionnels de la filière bio en France, Guillaume Dupuis, responsable de la laiterie de la Roche, un Esat (établissement ou service d'aide par le travail) situé à quelques kilomètres au nord de Tarare (Rhône), doit faire face à une décision qui complique ses projets de développement.

La Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) a fait ses comptes : l'annonce, fin mai, par le ministère de l'Agriculture, d'une réduction drastique de l'enveloppe d'aide aux investissements allouée à l'Agence Bio, l'agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, vient chambouler les plans de financements de quelque 200 entreprises de la filière bio et risque d'avoir des conséquences sur l'avenir de plus de 3 000 producteurs.

À lire aussi [Agriculture biologique : le coup de rabot sur l'Agence Bio, « un très mauvais signal »](#)

Amputé de 9,4 millions d'euros sur les 18 millions prévus pour l'année 2025, le fond Avenir Bio de l'agence était attendu pour soutenir une multitude de projets : la construction d'un moulin à meule dans le Tarn, la création d'une filière d'huile de tournesol bio en Vendée ou encore l'évolution en coopérative d'une association d'apiculteurs en coopérative en Ariège.

Dossier gelé

À la laiterie de la Roche, c'est l'achat d'une machine qui risque d'être reporté. « Nous transformons le lait de deux producteurs bio à proximité pour en faire, principalement, des yaourts, mais aussi des fromages, explique Guillaume Dupuis. Nous distribuons facilement nos yaourts, en magasins ou en restauration collective mais, pour nos fromages, cette dernière réclame pour des raisons sanitaires des produits pasteurisés et non au lait cru comme nous les faisons jusqu'à maintenant. »

Newsletter Ma Terre

L'environnement et la conso responsable



[Inscrit](#)

[Toutes les newsletters](#)

Le dossier d'achat, avec le montage financier, est aujourd'hui gelé car la subvention pour aider à réunir les 90 000 euros nécessaires à l'acquisition d'un pasteurisateur est en suspens. « On ne sait rien du tout, si on pourra compter dessus ou pas, se désole Guillaume Dupuis. C'est dommage, parce que ce serait pour nous l'opportunité de passer de 4 000 litres de lait traités par semaine à 10 000, notre seuil de rentabilité. Et aussi un moyen pour nos deux agriculteurs fournisseurs d'augmenter leurs revenus, car nous achetons leur lait à un prix légèrement plus cher que celui de la coopérative. »

Les conséquences sont également sociales pour cette entreprise pas comme les autres puisque associative, qui emploie une trentaine de salariés souffrant d'un handicap mental. « On va finir par trouver l'argent, tempère Hervé Bonnin, le directeur général de l'association La Roche dont dépend la laiterie, mais ça prendra un peu plus de temps et fera reculer d'autant l'embauche de cinq à six salariés supplémentaires. C'est dommage. »

« Sans les subventions, il faudra emprunter plus »

L'éventualité de ne pas pouvoir toucher une subvention tant attendue met une autre entreprise de la région lyonnaise dans une situation délicate. Installé depuis dix ans dans la zone artisanale de la Ronze à Taluyers, à quelques kilomètres au sud de Lyon, Alice au Pays, traiteur et transformateur 100 % bio et local, est à un tournant de son histoire. « Notre projet est de déménager l'entreprise dans une ancienne maison à Saint-Genis-Laval et en faire un lieu de restauration et de rencontres », explique la fondatrice de la PME Stéphanie Pascal.



Stéphanie Pascal, la fondatrice d'Alice au Pays, ne sait pas si elle pourra toucher la subvention attendue. LP/Aymeric Renou

De quoi, pour les douze salariés d'Alice au Pays, qui cuisinent chaque jour des plats de snacking ou des plateaux-repas à partir des produits frais de 25 producteurs de fruits, légumes, œufs, viandes ou huiles de la région, quitter une zone artisanale un peu triste où se côtoient un atelier de métallerie, une charpenterie industrielle ou encore les poids lourds d'une société de transport routier. De quoi oublier également les difficultés économiques vécues par l'ensemble de la filière bio après la période Covid et, désormais, celle du [pouvoir d'achat qui détourne les consommateurs du bio](#).

« Pour l'instant, c'est le flou complet, regrette Stéphanie Pascal, qui ne sait pas si son projet d'investissement à un million d'euros va pouvoir se réaliser. Sur ce montant, je compte sur 120 000 euros de subventions du Fonds Avenir. Si elles n'arrivent pas, il faudra augmenter d'autant le montant emprunté à la banque, 600 000 euros, mais avec le risque de ne pas pouvoir atteindre le chiffre d'affaires projeté pour que l'entreprise puisse faire face à ces échéances. »

À lire aussi Jacques, pionnier de l'agriculture bio en Île-de-France : « Il y a 50 ans, on nous prenait pour des rigolos »

Ce soutien qui disparaît risque d'avoir des répercussions sur la santé économique des producteurs qui fournissent Alice au Pays. « C'est dur pour eux comme pour nous — même si [le marché du bio commence tout juste à sortir la tête de l'eau](#), témoigne Stéphanie Pascal. Un de mes maraîchers vient de jeter l'éponge et j'espère arriver à boucler mon projet pour soutenir ceux qui me suivent et ne pas avoir à perdre un autre fournisseur. »

[Voir tous les commentaires](#)

Environnement >



75 · Paris **Reportage**

« Les pavés parisiens, un vrai patrimoine » : dix mille tonnes d'entre eux sont recyclées chaque année **P**



Édito

Dormir au frais P



Live

DIRECT. Canicule : « L'été devrait être au-dessus des températures normales de saison »

Notre sélection



Récap

Canicule, incendie dans l'Aude, démission de Textor à l'OL : les infos à retenir ce midi



« À 35 °C, j'enlève... la cravate ! » : en période de canicule, à chacun son astuce vestimentaire au travail **P**



Le Parisien

Club Le Parisien

Journal

AYMERIC



Live Canicule : « L'été devrait être au-dessus des températures normales de saison »

Récit

« J'aurais tout donné pour elle » : la chute de amoureux transis **P**

Ville, code postal...



75 · Paris

91 · Essonne

92 · Hauts-de-Seine

93 · Seine-Saint-Denis

94 · Val-de-Marne

95 · Val-d'Oise

77 · Seine-et-Marne

78 · Yvelines

60 · Oise

Transports

Nos abonnés ont lu ensuite

Toutes les actualités locales



Live

DIRECT. Canicule : des températures dépassant les 35°C déjà atteintes ce matin dans plusieurs villes du sud



Aménagements des horaires, 3 litres d'eau fraîche, équipements adaptés... Comment éviter le coup de chaud au travail P



Enquête

Cocaïne : prix très bas, production élevée... Un tsunami blanc déferle sur Paris et l'Île-de-France P

Un passager lambda peut-il faire atterrir un avion ? Des (vrais) pilotes tranchent le débat TikTok du moment
Reportage

« Allez, embrassez-vous ! » : au cœur d'une filature pour adultère avec Sarah, détective privée de 23 ans P

Tchat

DIRECT. Canicule : « L'été devrait être au-dessus des températures normales de saison »